

Pharmaciens français et pharmaciens marocains : Un même combat !

Compte Test - 2024-04-21 22:03:23 - Vu sur pharmacie.ma

Le 30 mai prochain, les officines françaises fermeront leurs portes pour une journée de mobilisation nationale à l'appel de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO). Cette action coup-de-poing vise à alerter le gouvernement sur les graves difficultés auxquelles est confrontée la profession et à exiger des mesures concrètes pour la sauver.

À l'origine de ce ras-le-bol : un plan d'économies de 10 milliards d'euros pour l'année 2024, annoncé par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Ce plan, qui prévoit notamment une baisse des marges sur certains médicaments, menace de fragiliser encore plus une profession déjà à bout de souffle.

En effet, depuis 2022, les pharmaciens d'officine n'ont bénéficié d'aucune revalorisation économique de l'assurance maladie, contrairement à d'autres professions du secteur. Cette situation, conjuguée à l'augmentation constante des charges et aux pénuries récurrentes de médicaments, met en péril la viabilité même des officines.

Les conséquences de ces difficultés se font déjà ressentir sur les patients. Les pharmaciens, débordés par les tâches administratives et la recherche de solutions alternatives aux pénuries, ont de moins en moins de temps à consacrer à l'accompagnement et au conseil de leurs patients.

Face à cette situation alarmante, l'USPO appelle à une mobilisation massive de la profession. Le 30 mai, les officines fermeront leurs portes pour une journée, afin de montrer leur détermination et de faire pression sur le gouvernement.

En plus de cette action coup-de-poing, l'USPO a également déposé un préavis de grève et a appelé à l'union de tous les syndicats départementaux et régionaux. De nombreux syndicats, dont la FSPF et l'USPO, ont déjà répondu à cet appel, notamment en PACA, Corse, Occitanie, Lorraine, Drôme, Ardèche, Pas-de-Calais et Nord.

L'USPO exige du gouvernement des mesures concrètes pour sauver la pharmacie d'officine, notamment une revalorisation économique immédiate pour compenser les pertes subies, une augmentation des marges sur certains médicaments essentiels, un renforcement de la transparence des données sur les stocks de médicaments et des mesures contraignantes pour obliger les laboratoires à «libérer les stocks» et à lutter contre les pénuries.

La mobilisation du 30 mai n'est que la première étape d'une lutte déterminée pour sauver une profession en danger. L'USPO appelle tous les pharmaciens et les patients à se mobiliser pour que leurs voix soient entendues.

On ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec le Maroc, pays où la dérégulation du secteur, l'entrée en vigueur du décret de fixation des prix des médicaments en 2014 sans mesures compensatoires et les lobbys exercés par d'autres intervenants ont plongé la pharmacie dans une crise sans précédent. En mai 2023 déjà, les pharmaciens marocains avaient exprimé leur colère lors d'une mobilisation exceptionnelle. Un an plus tard, la situation n'a fait que s'aggraver, et les promesses de l'administration n'ont toujours pas été concrétisées en mesures palpables pour sauver la profession.

Face à ces défis communs, les pharmaciens français et marocains n'ont d'autres choix que de poursuivre leur mobilisation pour défendre leur profession. Le sort de la pharmacie en France et au Maroc est en jeu. Il est crucial que les gouvernements prennent la mesure de la gravité de la situation et mettent en place des solutions pérennes pour sauver cette profession essentielle au système de santé.